

PARLONS DE PAUVRETÉ

QUESTIONS AUX PARTIS
POLITIQUES
ÉLECTIONS GÉNÉRALES

Avec le présent questionnaire, le Collectif pour un Québec sans pauvreté cherche à savoir **comment votre parti compte améliorer les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté**, tout particulièrement celles des quelque 650 000 personnes qui ne parviennent pas à couvrir leurs besoins de base tels que définis par la Mesure du panier de consommation (MPC).

En septembre 2025, le Collectif a lancé un [Manifeste pour un Québec sans pauvreté](#) dans lequel il réclame au gouvernement du Québec la mise en place de politiques publiques visant en priorité à améliorer le revenu des personnes en situation de pauvreté et à alléger leur fardeau financier. Ce manifeste, qui repose sur le constat que la pauvreté constitue un déni des droits et libertés de la personne, demande au gouvernement d'agir en conformité avec :

- la **Charte des droits et libertés de la personne** qui reconnaît le droit à un niveau de vie décent ;
- le **Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels**, qui reconnaît le droit au logement et le droit à l'alimentation ;
- la **Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale** qui élève la lutte contre la pauvreté au rang d'« impératif national s'inscrivant dans un mouvement universel visant à favoriser l'épanouissement social, culturel et économique de tous les êtres humains ».

À ce jour, **près de 1 400 organisations** (communautaires, syndicales, féministes, étudiantes, du milieu de la santé et des services sociaux), de partout au Québec, ont signé le manifeste.

NOM DE VOTRE PARTI POLITIQUE :



Collectif pour un
Québec sans pauvreté

pauvrete.qc.ca

ASSISTANCE SOCIALE

En mars 2026, on comptait **79 814 personnes inscrites au programme de Revenu de base**, ce qui correspond à 29 % des adultes à l'assistance sociale. Le revenu disponible de ces personnes est de **22 121 \$**, soit **88 % du revenu nécessaire pour couvrir les besoins de base** selon la MPC. Comparativement, le revenu disponible d'une personne à l'Aide sociale est de 11 777 \$, soit 47 % de la MPC. Le programme de Revenu de base offre des modalités plus avantageuses que les autres programmes, dont l'**individualisation des prestations** et un **plafond plus élevé pour les revenus de travail et les avoirs liquides**.

1

Votre parti est-il d'accord avec l'idée d'élargir le programme de Revenu de base à l'ensemble des personnes assistées sociales ?
Si oui, par quels moyens ? Si non, pourquoi ?



Collectif pour un
Québec sans pauvreté
pauvrete.qc.ca

ASSISTANCE SOCIALE

Le gouvernement sortant a menacé à plusieurs reprises de limiter l'admissibilité à l'assistance sociale pour les personnes demandeuses d'asile. Depuis 1969, le Québec reconnaît un **droit universel à l'assistance sociale** afin que personne ne soit privé « de moyens de subsistance ». Ce droit est une **pièce maîtresse de notre filet de sécurité sociale**. En ciblant exclusivement les personnes en demande d'asile, une telle mesure introduirait une discrimination. La Charte des droits et libertés de la personne du Québec protège tous les individus présents sur le territoire québécois, sans distinction fondée notamment sur la « race », la langue, l'origine ethnique ou nationale ou la condition sociale.

2

Votre parti envisage-t-il de limiter l'admissibilité à l'assistance sociale pour les personnes demandeuses d'asile, sachant que cela contreviendrait à la Charte des droits et libertés de la personne du Québec ?



Collectif pour un
Québec sans pauvreté

pauvrete.qc.ca

SALAIRE MINIMUM

En 2026, il faut gagner au moins **30 \$ l'heure pour espérer sortir de la pauvreté** en travaillant à temps plein, selon le **revenu viable** calculé par l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS). Le taux actuel du salaire minimum de 16,60 \$ est nettement insuffisant.

3

Quel serait le salaire minimum proposé par votre parti ?

4

Quelles mesures proposez-vous pour améliorer le revenu et les conditions de travail des personnes au bas de l'échelle ?



Collectif pour un
Québec sans pauvreté

pauvrete.qc.ca

CRISE DU LOGEMENT

Le **prix du loyer moyen** est passé de 844 \$ à 1 119 \$ par mois entre 2020 et 2024, une **augmentation de 32,6 %**. À titre comparatif, entre 2015 et 2019, le prix du loyer moyen n'avait augmenté que de 12,4 %. Pour résorber la crise du logement, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) revendique notamment le **financement d'au moins 10 000 logements sociaux par année pendant 15 ans**.

5

Quelles solutions proposez-vous pour mettre fin à la crise du logement ?



Collectif pour un
Québec sans pauvreté

pauvrete.qc.ca

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En 2024, 18 % de la population québécoise – soit **1 606 300 personnes** – a connu, à des degrés divers, un ou plusieurs épisodes d'**insécurité alimentaire**.

En 2025, **600 000 personnes** uniques ont eu recours aux **services d'une banque alimentaire**, et parmi elles, **20,1 % avaient un emploi** comme principale source de revenus.

6

Que pensez-vous de l'idée d'adopter une loi-cadre sur le droit à l'alimentation, comme le revendique le Regroupement des cuisines collectives du Québec ?

7

Trouvez-vous acceptable que le gouvernement mise sur les banques alimentaires pour répondre à l'insécurité alimentaire ?



**Collectif pour un
Québec sans pauvreté**

pauvrete.qc.ca

SERVICES PUBLICS

Les services publics jouent un rôle fondamental dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités socioéconomiques, notamment en contribuant à la redistribution de la richesse. Plusieurs souffrent toutefois d'un **sous-financement chronique**, ce qui a pour effet d'accentuer ces inégalités. Pensons, par exemple, à l'offre de services en transport collectif. D'autres facteurs contribuent également à l'**accroissement des inégalités au sein des services publics**, comme la **privatisation croissante des soins de santé ou l'école à trois vitesses**.

8

Votre parti s'engage-t-il à assumer pleinement le financement du transport collectif et à en assurer le développement ainsi que la pérennisation sur l'ensemble du territoire québécois ?



Collectif pour un
Québec sans pauvreté

pauvrete.qc.ca

SERVICES PUBLICS

9

Votre parti est-il disposé à revoir la place du privé dans les services de santé ? Si oui, serait-il prêt à aller jusqu'à en interdire progressivement la présence ?

10

Votre parti s'engage-t-il à assurer la gratuité et l'accès universel à l'éducation, des centres de la petite enfance jusqu'aux études supérieures ?



**Collectif pour un
Québec sans pauvreté**

pauvrete.qc.ca

RÉFORME FISCALE

La Coalition Main rouge propose, dans son document Solutions fiscales 2026, **six mesures concrètes** qui permettraient au gouvernement du Québec de **refinancer les services publics, les programmes sociaux et l'action communautaire autonome**. En révisant les paliers d'imposition, en mettant en place un nouvel impôt sur l'actif net (visant le patrimoine du 1 % des personnes les plus riches) et en abolissant l'inclusion partielle du gain en capital, entre autres mesures, le Québec disposerait de **plus de 20 milliards de dollars supplémentaires pour renforcer significativement son filet social**.

11

Votre parti s'engage-t-il à réformer la fiscalité afin d'accroître la marge budgétaire de l'État ? Si oui, quelles mesures proposez-vous ?

12

Votre parti s'engage-t-il à améliorer le revenu des personnes les plus pauvres avant celui des plus riches ?



**Collectif pour un
Québec sans pauvreté**

pauvrete.qc.ca